

Juin 2016  
volume n° 6 / numéro n° 1  
www.agronomie.asso.fr

# Agronomie

environnement & sociétés



La revue de l'association française d'agronomie

Regards agronomiques sur les relations entre  
agriculture et ressources naturelles



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations [www.agronomie.asso.fr/aes](http://www.agronomie.asso.fr/aes). L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

## Nature à vendre - Les limites des services écosystémiques

Virginie MARIS  
Éditions QUAE

Thierry DORÉ

La biodiversité fait partie des « ressources naturelles » abordées dans ce numéro thématique. Et la notion de « service écosystémique » est de plus en plus couramment utilisée par les agronomes : voir par exemple l'article de Lescourret *et al.* (2015), trop récemment publié pour figurer dans l'abondante bibliographie de l'ouvrage, portant sur la manière de gérer les agro-écosystèmes pour favoriser la production de services multiples. Une réflexion sur les intérêts et les limites de la notion de service écosystémique est donc de nature à faire progresser les agronomes dans leur approche des ressources naturelles.

C'est à une telle réflexion que nous invite V. Maris, par une entrée philosophique. Comme tous les ouvrages de la collection *Sciences en questions*, l'opus est court, accessible, et réellement source de matière à penser. On peut regretter que sa structuration soit celle d'un discours linéaire quasi ininterrompu, sans découpage en chapitres très net, même si le texte est émaillé d'intertitres qui donnent un peu de respiration ; mais comme il est bref et passionnant, cela passe !

L'auteure commence par une description synthétique de l'histoire (occidentale) des rapports de l'homme à la nature, passant de la vision judéo-chrétienne extrayant l'homme de la nature à la vision contemporaine replaçant l'homme dans l'écosystème, en passant par la vision héritée du 18<sup>ème</sup> siècle d'un homme voulant dominer la nature. Ce dernier point de vue est une première occasion de critiquer, ce qui va être un fil rouge de l'ouvrage, une vision de la nature marquée par une posture anthropocentrique. Même si on manque un peu de définition de ce qu'on va considérer comme « la nature » (s'agit-il du vivant seulement ? Est-on bien certain que ce que l'on désigne ainsi, de Descartes aux écologues de la conservation contemporains, est bien la même chose ?), cette première partie constitue un rappel bienvenu.

Suit une présentation et une analyse critique de la notion de service écosystémique. V. Maris avance, non sans arguments bien sûr, que si la notion possède la vertu de dévoiler et de populariser les bénéfices que l'homme peut tirer de la nature, elle a trois caractéristiques importantes à considérer.

Elle est relationnelle et contingente (c'est-à-dire qu'on ne peut définir un service *en soi*, c'est un service *pour quelqu'un en particulier, dans un contexte particulier*) ; elle omet les effets négatifs ou disservices et surtout elle néglige le fait qu'une même fonction peut être un service pour certains et un disservice pour d'autres ; elle est normative, endossant implicitement une certaine notion du bien. Les agronomes, habitués à la multi-performance, aux effets antagoniques, à l'influence du contexte (le fameux « ça dépend... »), à la diversité des points de vue, ne seront sans doute pas déstabilisés par cette caractérisation intéressante, qui incite à manier la notion avec précaution. On pourra, ou non, avoir plus de mal à suivre l'auteure quand elle avance que la notion de service est vectrice « d'un véritable concentré d'idéologie individualiste libérale », à travers la conception du bien qui la sous-tend.

Les sections suivantes recentrent l'attention sur l'écologie de la conservation. Elles critiquent, de manière convaincante, la relation augmentation de la biodiversité/amélioration des fonctions/accroissement des services. En revanche, la conséquence qui en est tirée, à savoir que l'assimilation de la conservation de la biodiversité à l'augmentation de services écosystémiques, amenant à légitimer la biodiversité uniquement par les services, est fautive, est assez pauvre en arguments. Oui, il y aurait réduction de la portée de la conservation si elle n'était motivée que par les services, mais sort-on du conditionnel ? Il faudrait être spécialiste pour en juger. Mais à titre d'exemple, la conférence de Nagoya (2010), si elle traite bien des services, est loin d'en faire sa préoccupation unique, voire principale. A l'échelle française, à la lecture des missions de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, on a le même sentiment d'une reconnaissance des services, sans toutefois assister à une totale assimilation de la biodiversité à ces derniers. Ces exemples semblent illustrer que l'assimilation biodiversité/services n'est pas généralisée. La dernière partie de l'ouvrage porte sur la monétarisation des services, et la marchandisation de la biodiversité. Le point de vue de V. Maris est critique sur la monétarisation, avec des arguments techniques relatifs à l'imperfection des outils d'évaluation (pour des développements d'une analyse similaire, on lira avec intérêt Gadrey et Lalucq (2016)), et philosophiques. Sur ce dernier point, l'auteure défend la thèse d'une incommensurabilité des valeurs (« lorsque je prends une décision morale je ne calcule pas, je délibère »), et de l'existence d'une valeur en soi de la nature, qui ne peut être ni évaluée quantitativement, ni échangée, et qui tient à la diversité de nos liens avec elle. Sans surprise, V. Maris critique ensuite les deux types d'outils économiques les plus utilisés, les paiements pour services écosystémiques et les banques de compensation. Il semble que l'on soit cependant de nouveau dans une critique qui ne vaut, comme pour le point précédent, que dans le cas d'une réduction des actions de conservation à la seule monétarisation - ce qui n'est pas le cas. Par ailleurs, l'auteure n'a malheureusement pas la place d'approfondir le lien qu'elle évoque entre trois champs de réflexion et d'action : reconnaissance de la multiplicité des valeurs, critique du modèle de consommation et de croissance économique, et préservation de la biodiversité. Sa conclusion peut apparaître ainsi comme une critique idéologique de la technologie, de l'économie (alors que

l'économie écologique tente d'apporter des approches alternatives, voir Froger et al. (2016)), voire même du développement, sans que l'argumentation philosophique qu'on attendait ne soit réellement développée.

Finalement, qu'en tirer pour l'agronomie ? Des recommandations de prudence bienvenues envers la notion de service écosystémique. En revanche, assez peu de matière pour nous aider à penser de manière opératoire l'écologisation de l'agriculture. Car au-delà des services écosystémiques, cette écologisation vise à mieux mobiliser les régulations biologiques pour remplir certaines fonctions de fertilisation ou de protection des cultures par exemple. Mais n'est-ce pas dans ce cas un exemple typique d'asservissement de la nature, dénoncé par l'auteure comme relevant d'une posture anthropocentrique, et responsable de la crise environnementale ? Cette question est abordée très brièvement dans la discussion retranscrite dans l'ouvrage, mais pas vraiment approfondie.

En conclusion, en très gros, l'auteure affirme qu'en tendance (voire même davantage : « un rapport [à la nature qui est] un rapport systématique de domination et d'instrumentation ») la biodiversité est assimilée aux services écosystémiques et que cela entraîne une marchandisation de la nature héritière de la vision instrumentalisante de la nature, qui ne nous a pas quittés depuis Descartes. Comme évoqué ci-dessus, la démonstration de l'assimilation ne m'apparaît pas totalement convaincante. Par ailleurs, l'alternative philosophique à l'anthropocentrisme justifiant une préservation de la biodiversité *pour soi*, n'est pas très détaillée. Mais l'ouvrage est néanmoins stimulant, et vaut vraiment d'être lu. On pourra d'ailleurs utilement le compléter, toujours dans une optique de stimulation, par la lecture des courts ouvrages d'un autre auteur, H.S. Afeissa (chez Vrin) et d'un certain nombre des Regards sur la biodiversité (<http://www.sfecologie.org/regards/>), notamment les regards n°4, 14, 19, 34, 36, 51, 59 (avec une intéressante proposition d'une vision « évocentree » de la biodiversité... mais cette vision récemment reprise par Sarrazin et Lecomte (2016) qui met au centre du débat le respect des capacités évolutives de la nature non-humaine, n'est-elle pas typiquement une construction de l'homme, centrée sur sa propre vision de ce que doit être l'évolution ?) ou encore 64 ; sans oublier les deux Regards d'agronomes, n° 21 et 24 !

## Bibliographie

Froger, G., Calvo-Mendieta, I., Petit, O., Vivien, F.D., 2016. Qu'est-ce que l'économie écologique ? *L'économie politique*, 69, 8-23.

Gadrey, J., Lalucq, A., 2016. Que valent les méthodes d'évaluation monétaire de la nature ? *L'économie politique*, 69, 76-87.

Lescourret, F., Magda, D., Richard, G. Adam-Blondon, A-F., Bardy, M., Baudry, J., Doussan, I., Dumont, B., Lefèvre, F., Litrico, I., Martin-Clouaire, R., Montuelle, B., Pellerin, S., Plantegenest, M., Tancoigne, E., Thomas, A., Guyomard, H., Soussana, J.F., 2015. A social-ecological approach to managing multiple agroecosystem services. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 14, 68-75.

Sarrazin, F., Lecomte, J., 2016. Evolution in the anthropocene. *Science*, 351(6276), 922-923.